

Prospective nationale de recherche urbaine

Manifeste

Mai 2015

Le CNRS engage au printemps 2015 une démarche de prospective nationale de recherche urbaine qui donnera lieu jusqu'à l'été 2016 à plusieurs journées d'étude ouvertes à l'ensemble de la communauté scientifique. Une rencontre en septembre 2016 conclura la démarche de réflexion collective dont les résultats feront l'objet de diverses publications préparées à l'automne 2016.

Un comité de pilotage animé par Sabine Barles (Université Paris 1, UMR Géographie-Cités), Nathalie Blanc (CNRS, UMR Ladyss), Olivier Coutard (CNRS, UMR Latts) et Jean-Yves Toussaint (INSA, UMR EVS) a été constitué pour mettre en œuvre cette prospective.

Les dates des différents rendez-vous seront fixées au plus tôt afin de faciliter la participation la plus large des communautés scientifiques concernées. Les deux premières journées d'étude se tiendront à Paris :

- le **mardi 8 septembre 2015** à Paris, sur les enjeux épistémologiques et théoriques de la recherche urbaine ;
- le **jeudi 8 octobre 2015** à Marne-la-Vallée (Cité Descartes), sur la thématique « ville et environnement », journée organisée conjointement avec le groupe thématique « Ville et Mobilité » de l'Alliance nationale de recherche pour l'environnement (AllEnvi).

Attendus et objectifs

Les dynamiques d'urbanisation, la qualité et les transformations des environnements urbains, le fonctionnement des (éco)systèmes urbains, les transformations des sociétés et des institutions urbaines, la connaissance des cultures et des pratiques urbaines constituent des préoccupations majeures de la communauté scientifique, dans les sciences humaines et sociales mais aussi dans d'autres grands champs disciplinaires. De fait, une échelle, une focale ou une perspective *urbaines* apparaissent comme incontournables pour la connaissance et la compréhension des sociétés comme pour le traitement concret de nombre de problèmes collectifs, qu'il s'agisse par exemple :

- d'élucider les modalités toujours renouvelées de production et de reproduction des inégalités ou des tensions inhérentes aux sociétés contemporaines et leurs enjeux en termes d'action publique,
- d'organiser, de réguler ou de tirer parti de la mondialisation de l'économie,
- ou encore d'imaginer ou de promouvoir des sociétés plus sobres en consommation de ressources naturelles non renouvelables (des sociétés plus « légères ») à l'ère de l'anthropocène.

Le fait urbain s'impose donc dans le débat scientifique comme dans le débat public. La ville, ou l'urbanisation, apparaît à la fois comme un fait social majeur, un problème (ou un enjeu) collectif de premier ordre, un niveau et même un instrument privilégiés d'action publique. Les thèses, les projets ou les programmes de recherche sur la ville abondent. Et la recherche urbaine, qui s'ouvre progressivement, au-delà des seules sciences sociales, à une pluralité de domaines disciplinaires (sciences de l'environnement, de l'ingénierie, de la vie...), apporte une contribution indiscutable à la compréhension du fonctionnement et des transformations des sociétés contemporaines.

Cependant, sous l'effet d'une programmation incitative soucieuse d'encourager la communauté scientifique à centrer ses efforts sur des défis sociétaux pré-identifiés dans une perspective de recherche de solutions pratiques, la recherche urbaine tend à s'organiser massivement autour de quelques enjeux contemporains, voire de sujets à la mode, au détriment d'explorations plus ouvertes, moins « téléguidées », qui semblent pourtant particulièrement souhaitables dans une période de mutations généralisées (géopolitiques, économiques, écologiques, démographiques...) marquant d'une grande incertitude le monde qui vient. Au-delà de sa dimension thématique, cette ouverture passe par la recherche systématique d'un décloisonnement thématique, disciplinaire et géographique (entre Nord et Suds notamment) permettant de tirer le meilleur parti de la diversité des questionnements et des terrains. Ce décloisonnement, les circulations afférentes et l'investissement dans la durée de chercheurs d'institutions françaises sur des terrains éloignés renvoient à des enjeux structurants d'organisation, de financement et d'évaluation de la recherche.

D'autre part, la recherche urbaine, pour féconde qu'elle soit, mérite d'être interrogée dans ses fondements épistémologiques et théoriques et dans ses enjeux politiques. Cette réflexion nous semble appelée par un triple constat, issu de la lecture de la production scientifique récente dans ce domaine :

- une hégémonie croissante de la condition urbaine (tout serait urbain et l'urbain serait partout) ;
- une diversité sans cesse plus grande des cadres de pensée, des paradigmes, des conceptualisations de l'urbain ;
- une propension largement répandue à considérer que la mobilisation des notions de « ville » et « d'urbain » va de soi, qu'elle ne requiert pas d'effort de justification théorique, et que tout ce qui s'observe « en ville » — au sein des espaces urbanisés ou des sociétés urbaines — serait intrinsèquement urbain.

Le pluralisme des paradigmes est à l'évidence fructueux et l'on ne peut à cet égard qu'adhérer à la recommandation malicieuse de Georges Perec (dans *Espèces d'espaces*) : « Ne pas essayer trop vite de trouver une définition de la ville; c'est beaucoup trop gros, on a toutes les chances de se tromper. » En outre, les controverses qui traversent le champ de la recherche urbaine sont une ressource précieuse pour la connaissance et la compréhension du fait urbain. Cela ne dispense pas, pour autant, de porter attention, de manière réflexive et critique :

- aux perspectives mettant en avant l'idée d'urbanisation généralisée (et donc, concomitamment, de disparition du « non-urbain ») ;
- aux implications de la fragmentation des cadres théoriques, et de l'absence fréquente d'explicitation des visées théoriques, de la recherche urbaine ;
- à la valeur ajoutée de la focale ou de la perspective urbaines dans l'étude des sociétés contemporaines ;
- aux tenants et aboutissants de l'interdisciplinarisation de la recherche urbaine ;
- aux sources et aux méthodes de la production de connaissance sur le fait urbain, et à leur renouvellement ;
- aux enjeux politiques relatifs à ce domaine de recherche,
- à ses rapports avec l'action (et aux relations entre les chercheurs et les praticiens).

Pour éclairer ces questions, une mise en perspective historique est précieuse. De fait, en France, le champ des études urbaines et de la recherche en urbanisme a un siècle d'existence (l'École des Hautes Études Urbaines et la revue *La vie urbaine* ont été créées dès 1919). Traditionnellement dominé par les sciences humaines et sociales, ce champ s'ouvre (ou se rouvre) aujourd'hui à de nouvelles disciplines ancrées dans l'ingénierie, l'écologie ou

la médecine (et plus généralement les sciences de la santé). Dans une période où la recherche urbaine est de plus en plus fragmentée en des niches de plus en plus spécialisées, que deviennent les objets, les questions et les rapports entre disciplines ? Où sont les permanences et les ruptures ? Qu'enseignent-elles sur le fait urbain lui-même et sur la production des espaces ?

D'autre part, la relation entre recherche et action a été, en France, une préoccupation constante de la communauté scientifique concernée. La question de la production de connaissances mobilisables dans et/ou pour l'action met en jeu aussi bien les registres et les modes de production des savoirs que la mise en forme de ces savoirs pour leur mobilisation et les médiations souvent nécessaires entre recherche et action. Posture critique et démarche de recherche-action ne sont pas incompatibles par nature. Sont en jeu la façon de définir les problèmes de recherche, le rapport des chercheurs aux savoirs pratiques des professionnels ainsi que la reconnaissance par les commanditaires de recherches des règles et des temporalités de la démarche scientifique. Ces dimensions ne sauraient être ignorées dans la démarche prospective engagée, car elles contribuent à orienter la production de connaissances nouvelles et les modalités de financement de la recherche urbaine.

Enfin, la mesure des phénomènes urbains mérite une attention particulière. Certaines difficultés rencontrées dans les travaux sur l'urbain résident en particulier dans l'inaccessibilité des données à des échelles spatiales fines, d'autres dans la structuration de l'information et la consolidation des données existantes. En outre, les données massives, multi-sources, collaboratives... générées par le fonctionnement et les pratiques urbaines, qui recèlent un potentiel considérable de connaissances nouvelles, soulèvent en même temps des questions inédites quant à la manière d'en *faire bon usage* scientifique au regard de leurs spécificités (hétérogénéité, biais, traçabilité inégale...)

* * *

Une démarche de prospective nationale de la recherche urbaine apparaît comme un dispositif approprié pour débattre de ces questions et de ces enjeux. *Prospective*, parce qu'il s'agirait notamment de faire émerger les voies d'un renouvellement — d'une refondation ? — de la recherche urbaine ; et de contribuer ensuite à le faire advenir. *Nationale*, sans que cela signifie bien sûr une fermeture, qui serait absurde, aux débats scientifiques européens et internationaux sur ces questions, bien au contraire ; mais parce qu'il y a en France une histoire intellectuelle et institutionnelle qui a donné corps à une communauté de recherche urbaine, plus fortement peut-être, différemment à coup sûr, de ce qu'on observe, par exemple, dans les autres pays européens. De *recherche urbaine*, donc, prise dans un sens large et ouvert, et sans esquiver la confrontation avec la question « existentielle » de savoir si la notion de recherche urbaine — au sens d'espace intellectuel et de communauté scientifique qu'il faudrait soutenir dans la longue durée — a (encore) un sens !

Ateliers. Journées de prospective

Entre l'été 2015 et l'été 2016, cette démarche de prospective nationale reposera essentiellement sur l'organisation de journées d'étude autour d'enjeux théoriques, méthodologiques, thématiques ou institutionnels. En septembre 2016, des « journées de prospective » (sous la forme d'une école thématique) permettront de croiser et de mettre en débat et en perspective les éclairages, les controverses et les propositions issus des journées d'étude.

Ces différents rendez-vous seront ouverts à l'ensemble des collègues ayant un intérêt pour les questions scientifiques urbaines et/ou pour la dimension urbaine de leurs objets de recherche, quels que soient leur statut et leur discipline de référence. La contribution active de jeunes chercheurs et de doctorants sera spécifiquement encouragée.

Animation

Un comité de pilotage d'une vingtaine de membres, a été constitué. Ce comité sera responsable de la programmation de l'ensemble de la démarche. Il s'appuiera pour ce faire sur un ensemble de « collègues ressources » qu'il mobilisera autant que de besoin selon des modalités *ad hoc* (principalement : auditions) pour approfondir tel ou tel aspect de la démarche. Ce « second cercle », plus nombreux, inclura des collègues étrangers (y compris non francophones) ou en poste à l'étranger.

Valorisation

Les travaux menés dans le cadre de cette prospective feront l'objet d'une importante valorisation, notamment à travers des publications de formats divers :

- « Cahiers de prospective » édités et diffusés par le CNRS
- Notes de synthèse à destination du ministère de la Recherche et des agences de financement
- Ouvrage collectif chez un éditeur scientifique
- Articles de synthèse dans des revues scientifiques et dans des revues à grande diffusion
- Ouvrage collectif chez un éditeur « grand public »

Comité de pilotage

Luc Abbadie (UPMC, UMR Bioemco)

Nadia Arab (Université Paris-Est, Lab'Urba)

Denis Bard (École des Hautes Études en Santé Publique)

Sabine Barles (Université Paris 1, UMR Géo-Cités)

Emmanuel Bellanger (CNRS, UMR Centre d'histoire sociale du XX^e siècle)

Nathalie Blanc (CNRS, UMR Ladyss)

Éric Charmes (ENTPE, RIVES, UMR EVS)

Pierre-Olivier Cheptou (CNRS, UMR CEFE)

Olivier Coutard (CNRS, UMR LATTS)

Laurent Devisme (ENSA Nantes, UMR AAU)

Véronique Dupont (IRD, UMR CESSMA)

Vincent Gouëset (Université de Rennes 2, UMR ESO)

Catherine Grout (ENSAP Lille, LACTH)

France Guérin-Pace (INED, UR Identités et territoires des populations)

Sylvy Jaglin (Université Paris-Est, UMR LATTS)

Lorraine Kennedy (CNRS, UMR CEIAS)

Gilles Pinson (Sciences Po Bordeaux, UMR Centre Émile Durkheim)

Jean-Yves Toussaint (INSA de Lyon, UMR EVS)

Stéphanie Vermeersch (CNRS, UMR LAVUE)

Christine Voiron-Canicio (Université de Nice-Sophia Antipolis, UMR ESPACE)